

# AGRICULTURE

## ÉCONOMIE SOCIALE



L'économie sociale obtient une juste reconnaissance

Page 3



La coopération pour assurer l'alimentation de l'humanité

Page 5



Pour une agriculture écologiquement intensive

Page 6

CAHIER THÉMATIQUE C › LE DEVOIR, LE MERCREDI 22 MAI 2013



DIBYANGSHU SARKAR AGENCE FRANCE-PRESSE

La Food and Agriculture Organization (FAO) de l'ONU estime à plus d'un milliard le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde.

## Assurer la sécurité alimentaire de la planète

2014 a été déclarée Année internationale de l'agriculture familiale

Le jeudi 23 mai, dans le cadre de l'ouverture de l'Université d'été du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), laquelle aura pour thème Transformer l'agroalimentaire pour nourrir la planète, Nora Ourabah Haddad, représentante de la Food and Agriculture Organization (FAO) de l'ONU, présentera une conférence portant sur l'agriculture familiale. 2014 étant l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), M<sup>me</sup> Ourabah Haddad profitera de l'occasion pour en faire la promotion et rencontrer divers ministères et organismes québécois.

ÉMILIE CORRIVEAU

La FAO la définit comme un type d'exploitation incluant toutes les activités agricoles entreprises par la famille et comme un mode d'organisation des productions agricoles et forestières, de la pêche et de l'aquaculture. Mais pour l'organisation internationale, l'agriculture familiale n'est pas qu'une question de taille. À ses yeux, les notions de famille et d'exploitation sont intimement liées, ces entités évoluant de concert et remplissant des fonctions à la fois économiques, environnementales, sociales et culturelles.

**Autres pays, autres fermes agricoles**

«L'agriculture familiale, c'est un concept qui est à la fois très complexe et variable en fonction des pays, note M<sup>me</sup> Ourabah Haddad. Une exploitation familiale en Amérique latine n'a pas du tout les mêmes ca-

ractéristiques qu'une exploitation familiale en Europe. C'est pour cette raison qu'on s'appuie sur certains principes communs pour la décrire. La caractéristique principale, c'est le fait que la prise de décisions se fait au niveau de la famille.»

Constituant d'après la FAO un pan essentiel des solutions au problème de la sécurité alimentaire, l'organisation se réjouit qu'on consacre enfin une année à l'agriculture familiale. Il faut dire que bien qu'initié en 2008 par le Forum rural mondial en collaboration avec plus de 350 organisations, ce n'est qu'en décembre 2011 que la proclamation de 2014 comme AIAF a été officialisée. Cela ne se fit pas sans mal, l'Union européenne souhaitant que l'on opte plutôt pour 2016.

«Le thème vient à point nommé, parce qu'il répond à un besoin urgent de l'agriculture de se repositionner, non pas comme une activité qui se limite à la production, mais comme une activité qui répond à plusieurs défis. Le mo-



« L'agriculture familiale s'inscrit dans une logique de développement durable »

Nora Ourabah Haddad, représentante de la FAO

dèle productiviste, qui est assez en vogue, est limitant parce qu'il ne rend pas justice aux nombreuses fonctions remplies par ce secteur. L'agriculture familiale, à rebours de la logique financière du modèle productiviste, s'inscrit dans une logique de développement durable », souligne la représentante de la FAO.

**Objectifs pour 2014**

Dans le cadre de l'AIAF, la FAO ne ménagera pas ses efforts pour sensibiliser la population à l'agriculture familiale et la petite agriculture et pour mieux les faire connaître.

«Je vois cette année-là comme un levier intéressant pour promouvoir le modèle de l'agriculture familiale comme solution de rechange fructueuse au modèle productiviste. Nous tenterons d'attirer l'attention de la communauté internationale en insistant sur le rôle essentiel de l'agriculture familiale en matière de réduction de la faim et de la pau-

reté, mais aussi pour sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement, etc. », précise M<sup>me</sup> Ourabah Haddad.

Faisant office de plateforme de facilitation des échanges et des discussions parce qu'elle a la capacité d'asseoir autour de la table plusieurs acteurs, à l'occasion de l'AIAF, la FAO entend bien mobiliser plusieurs intervenants autour de la question de l'agriculture familiale dans le but de dégager des positions communes. «Nous soumettrons des données, des expériences, susciterons des échanges de connaissances », dit la représentante de l'organisation.

S'appuyant sur son importante expertise technique, la FAO veillera à soutenir les gouvernements mondiaux dans le développement de cadres porteurs incitatifs, c'est-à-dire un ensemble de mesures mises en place par les autori-

tés dans le but de contribuer à la création de conditions favorables à l'agriculture familiale, mesures pouvant prendre la forme d'une législation ou de politiques permettant aux petits agriculteurs de vivre de leur activité.

Dans le même esprit, la FAO mettra divers outils méthodologiques à la disposition des agriculteurs et de leurs organisations afin qu'ils puissent développer leurs capacités à œuvrer de façon durable.

«Par exemple, on proposera des formations sur le renforcement de certaines filières de production. Ça permettra de faire en sorte que les agriculteurs qui sont souvent le maillon faible de la chaîne puissent jouer un rôle important dans celle-ci et que leur production ne soit pas complètement dévalorisée. Ça leur permettra notamment de comprendre comment avoir accès aux marchés et comment répondre à certaines normes environnementales », explique M<sup>me</sup> Ourabah Haddad.

**Tournée québécoise**

Lors de son passage au Québec, M<sup>me</sup> Ourabah Haddad profitera de la tribune que lui offre le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) pour faire la promotion du modèle de l'agriculture durable et insistera sur la nécessité d'investir dans celle-ci. Elle partagera également la vision de la FAO quant aux changements climatiques et aux nouveaux objectifs mondiaux en matière

de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.

«J'espère que cette conférence sera l'occasion pour les autorités publiques et la société de faire une prise de conscience. Le message que je souhaite faire passer, c'est qu'il faut effectivement produire plus, mais mieux », confie la représentante de la FAO.

Dans les jours qui suivront la tenue de l'Université d'été du GESQ, M<sup>me</sup> Ourabah Haddad parcourra la province, de Montréal à Québec en passant par Shawinigan, pour rencontrer des membres de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et de l'Union des producteurs agricoles Développement international (UPADI), ainsi que des représentants de Desjardins. En compagnie de l'UPADI, elle rencontrera également l'Agence canadienne de développement international à Ottawa afin de discuter d'un programme visant le renforcement des capacités des organisations de producteurs et de productrices en Afrique subsaharienne.

«Ces organisations et la FAO ont des approches très similaires, souligne Nora Ourabah Haddad. Ce sera certes l'occasion pour moi de partager les connaissances et les expériences de la FAO, mais également de m'inspirer de l'expertise québécoise, qui est très innovante.»

Collaboratrice  
Le Devoir

PLACEMENT  
à RENDEMENT  
SOCIAL



Le choix de Laure Waridel

L'argent provient des syndicats, des organisations et des individus et sert à financer des associations et des coopératives :

- Coopérative La Mauve (Bellechasse)
- Coopérative Les Grands rangs (Québec)
- Coop de solidarité du rang 13 (Saint-Camille)
- Coalition pour la souveraineté alimentaire
- Équiterre



**Desjardins**  
Caisse d'économie solidaire  
Québec 1 877 647-1527  
Montréal 1 877 598-2122  
Joliette 1 866 753-7055

www.placement.coop



## AGRICULTURE

PROJET DE LOI 27

## L'importance de la dimension internationale

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Après le dévoilement du projet de loi sur l'économie sociale, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a tout fait de déplorer publiquement l'absence de toute allusion à une question qui lui est chère : celle de la solidarité internationale.

C'est le 2 avril dernier, quelques jours après le dépôt du projet de loi sur l'économie sociale par le gouvernement Marois, que le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a envoyé et diffusé son mémoire sur le sujet. Cet organisme déplore que le texte actuel passe sous silence la dimension internationale de l'économie sociale et solidaire québécoise, plus particulièrement dans sa solidarité avec les pays en développement. «Le mémoire du GESQ, on l'a sorti vite en réaction à une lacune, qui découle du fait que les organisations n'ont pas assez planté le clou de la présence du Québec dans la promotion et le soutien de l'économie sociale et solidaire d'autres pays, particulièrement ceux du Sud», explique Louis Favreau, vice-président du GESQ.

Comme plusieurs entreprises collectives sont déjà engagées dans de telles démarches et partagent leur expertise avec le reste du monde, le GESQ propose que soit ajouté à la loi 27 un énoncé indiquant «que les politiques de solidarité internationale de l'État québécois soutiennent les initiatives qui privilégient une entrée de solidarité internationale par l'économie sociale dans les communautés du Sud».

## Fonds dédié

De plus, le GESQ propose que dans le plan d'action, prévu dans le projet de loi après son adoption, on mette sur pied un fonds pour soutenir les initiatives de coopération Nord-Sud mises de l'avant par les coopératives, associations et mutuelles québécoises, à l'image des fonds de travailleurs ou du fonds Alliance coopération, créé en 2012 par le gouvernement du Québec, et d'autres partenaires pour stimuler la création et l'expansion de coopératives au Québec.

Selon M. Favreau, une telle démarche viendrait «donner un nouvel élan» au milieu de la solidarité internationale québécoise, dont plusieurs organismes font en ce moment les frais des réformes entreprises

par le gouvernement Harper dans le domaine de l'aide internationale. «On a fonctionné depuis 30 ou 40 ans sur le mode du don du public et du financement par le gouvernement. Ce qui viendrait s'ajouter, c'est la création d'outils financiers qui peuvent fournir des prêts et des garanties de prêt à de petites entreprises dans les pays du Sud», explique M. Favreau.

## Négociation

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) souscrit à cette idée d'intégrer la dimension internationale à la loi ou dans des programmes «à l'intérieur de certaines limites», explique son directeur général intérimaire Gaston Bédard. «Si demain matin on nous demande de mettre sur pied un fonds annuel récurrent de 75 millions, peut-être qu'on débiterait un peu de notre capacité ou de notre champ de responsabilité. Mais je pense qu'on peut trouver un équilibre.»

M. Bédard souligne que, pour l'instant, le CQCM n'envisage pas d'aborder la question internationale dans son mémoire, «parce qu'on ne veut pas mêler les choses alors qu'on présente surtout les organisations du Québec». En revanche, le CQCM mettra l'idée de l'avant par la bouche du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada), dont il est membre.

«La dimension internationale est importante», insiste M. Bédard. Le Québec est plus qu'une pépinière. On est avant-gardiste et innovateur dans nos approches en matière d'économie sociale, et plus particulièrement en matière de coopérative et de mutuelle. On dit qu'il faut aussi faire profiter, à l'international, de notre savoir et de nos modèles d'organisation.»

Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, se dit ouverte à ce genre de suggestion, mais elle souligne que cela pourrait aussi faire l'objet d'une négociation avec le ministère des Relations internationales du Québec après l'adoption de la loi. «L'enjeu, c'est un peu jusqu'où l'on va dans une loi. Est-ce qu'on traite chaque section, chaque intervention gouvernementale pour la mettre dans la loi? Est-ce qu'on devrait d'abord l'intégrer dans le plan d'action qui viendrait après?»

Collaborateur  
Le Devoir

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Des changements importants doivent être apportés en agroalimentaire pour subvenir aux besoins de tous.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU GESQ

## L'agroalimentaire, certes, mais la santé aussi!

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) tiendra la septième édition de son Université d'été les 23 et 24 mai au collège de Shawinigan. Le thème retenu cette année est Transformer l'agroalimentaire pour nourrir la planète.

PIERRE VALLÉE

«Bien que nous produisions suffisamment de nourriture pour alimenter 9 milliards d'êtres humains, donc davantage que la population du globe, il y a toujours plus de 800 millions d'humains qui sont mal nourris dans le monde. Cela devrait suffire à nous interpeller et à nous faire remettre en question le présent modèle de production libéral», rappelle René Lachapelle, président du GESQ.

L'Université d'été du GESQ s'ouvrira par une allocution de Nora Ourabah Haddad, coordonnatrice du bureau des communications, des partenariats et des activités de plaidoyer de la Food and Agriculture Organization (FAO) de l'ONU. M<sup>e</sup> Geneviève Parent, une spécialiste en droit agroalimentaire de l'Université Laval, y fera ensuite une présentation. Le sujet de ces deux participantes est l'alimentation et la santé dans le modèle productiviste libéral actuel.

Les activités suivantes seront axées autour de deux thèmes, d'une part, les filières agroalimentaires en économie sociale et solidaire, d'autre part, l'alimentation et la santé : choisir la santé et réduire les inégalités. Des participants d'Amérique latine et du Sud, d'Afrique et du Québec viendront partager leurs expériences et connaissances. L'allocution de clôture sera prononcée par l'ex-président de la CSN, Gérald Larose.

Si le but de l'agroalimentaire est de nourrir convenablement

les personnes, René Lachapelle croit qu'il faut d'abord revoir l'organisation actuelle de la production agricole. «Cela ne veut pas dire que nous devons éliminer la grande culture industrielle, mais que l'on doit s'en éloigner au profit des fermes familiales. Cela vaut pour certains pays du Sud, mais aussi pour des fermes paysannes. C'est ce type d'agriculture qui peut le mieux assurer la souveraineté alimentaire.»

Problème supplémentaire, certains pays du Sud ont perdu

«Il faut arrêter de concevoir les aliments uniquement comme des marchandises. Ils sont essentiels à la vie»

le contrôle de leur propre production alimentaire. «Ces pays doivent maintenant importer leur nourriture et ils sont donc esclaves du prix des autres.»

## Relations Nord-Sud

Il s'interroge aussi sur la pertinence de la spéculation en agroalimentaire. «Il y a tellement de spéculation, par exemple, sur le marché des grains à Chicago que le prix de ces derniers, comme le riz, devient insupportable pour des pays où c'est pourtant une denrée de base. La production industrielle de maïs, afin de produire de l'éthanol, a fait grimper le prix de cette denrée. Est-ce normal? Il faut arrêter de concevoir les aliments uniquement comme des marchan-

dises. Ils sont essentiels à la vie.» Voilà le genre de sujets qui seront abordés lors de cette Université d'été.

Le gouvernement du Québec s'apprête à déposer un projet de loi sur l'économie sociale. Le GESQ a présenté un mémoire enjoignant au gouvernement d'y inclure un volet Nord-Sud reconnaissant l'apport de l'entrepreneuriat collectif québécois en matière de solidarité internationale.

C'est que le GESQ, au fil des ans, a acquis une bonne connaissance des relations Nord-Sud dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Le GESQ a été créé en 1999 dans le but d'organiser la 2<sup>e</sup> Rencontre internationale

sur la globalisation de la solidarité après la 1<sup>re</sup> Rencontre tenue à Lima, au Pérou, en 1997. «C'est à cause de cette deuxième rencontre que le Brésil nous a invités à participer au Forum social

mondial à Porto Alegre en 2002», explique René Lachapelle. Depuis ce temps, nous avons tissé de nombreux liens avec des organisations d'économie sociale et solidaire autant en Afrique qu'en Amérique latine et du Sud. Nous avons aussi participé à la mise en place du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire, le RIPESS. Aujourd'hui, nos liens sont si bien tissés que je reçois chaque jour une quinzaine de courriels en provenance de différentes organisations solidaires m'informant de leurs projets et de leurs activités.»

De plus, le GESQ a participé à un nombre considérable de rencontres internationales.

«Nous étions récemment à Rio+20 et l'une des activités que nous avons organisées fut l'un des événements les plus courus parmi les événements parallèles. Ces grands rassemblements internationaux nous permettent d'abord de nous rencontrer, d'échanger et de tisser des liens. Les actions concrètes découlent de ses contacts et viennent après.»

## Retombées concrètes

Et des retombées concrètes, il y en a. «Par exemple, les cultivateurs d'oignons du Sénégal avaient un problème particulier. Comme toute la récolte arrive à maturité au même moment, ils se trouvaient avec une offre en surplus, ce qui faisait chuter les prix. Ce sont des agriculteurs québécois qui les ont aidés à mettre en place une méthode de conservation, de sorte qu'aujourd'hui, la mise en marché a lieu toute l'année.»

Et il ne faudrait pas croire que ce type de collaboration est à sens unique. «Les cuisines collectives québécoises se sont grandement inspirées de ce qui se faisait de semblable au Pérou.»

D'où la nécessité, croit René Lachapelle, de renforcer les liens internationaux en matière d'économie sociale et solidaire. «Si l'on veut que l'économie sociale progresse et qu'elle vienne à représenter une solution de rechange à l'économie libérale, il faut d'abord fédérer les initiatives et les organisations. C'est la seule manière de se faire reconnaître par les autorités et de faire reconnaître du même coup l'importance du rôle que les entreprises d'économie sociale et solidaire jouent et peuvent jouer dans l'économie mondiale.»

Collaborateur  
Le Devoir

GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre



POUR UNE AGRICULTURE, DES EMPLOIS ET DES ALIMENTS D'ICI

## La gestion de l'offre : un modèle agricole durable

Notre modèle offre aux Québécois une production locale d'œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et aux agriculteurs un revenu équitable du marché, sans subventions.



La gestion de l'offre contribue au développement durable des régions :

- 7 200 fermes familiales laitières et avicoles
- 82 000 emplois directs et indirects
- 7,2 milliards de dollars au PIB du Québec

GO5 Coalition souhaite au Groupe d'économie solidaire du Québec une fructueuse 7<sup>e</sup> édition de son Université d'été.

www.go5quebec.ca



## AGRICULTURE

QUÉBEC

## L'économie sociale obtient une juste reconnaissance

La présente loi à l'étude devrait rendre compte de toutes les composantes de ce secteur économique fort important

Le gouvernement Marois a déposé le projet de loi sur l'économie sociale le 19 mars dernier. Cette première ébauche a été extrêmement bien accueillie et soulève l'enthousiasme des entreprises collectives, qui y voient enfin une reconnaissance à leur juste mesure. Quelques précisions, ajouts et corrections sont tout de même suggérés par les organismes concernés.

ETIENNE PLAMONDON EMOND

D'emblée, le titre de la loi sur l'économie sociale en fait légèrement tiquer quelques-uns. Dès l'annonce du projet de loi, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) a plaidé pour qu'on retouche le nom de la loi 27 afin qu'il soit manifeste que cette législation concerne directement les coopératives et les mutuelles.

«C'est plus qu'une simple question de sémantique», explique Gaston Bédard, directeur général intérimaire du CQCM. Il ajoute que cette modification permettrait de dissiper une certaine confusion. Certes, le projet de loi reconnaît la pluralité des entreprises d'économie sociale et de ses trois grandes familles, soit les coopératives, les mutuelles et les organismes sans but lucratif (OSBL).

Mais pour M. Bédard, ce n'est pas suffisant. «Appeler ça une loi sur l'économie sociale ne nous paraît pas représentatif des acteurs, même s'il y a une reconnaissance des coopératives et des mutuelles aux termes de la loi», dit-il. Au Québec, le terme économie sociale est souvent associé au Chantier de l'économie sociale, dont la plupart des membres sont de petits OSBL. «Si on parle d'une loi sur l'économie sociale, automatiquement, les coopératives et les mutuelles, qui représentent les forces vives de l'économie sociale, ne se sentent pas vraiment reconnues dans le titre. Or l'appellation de la loi a son importance, puisqu'elle vise à reconnaître les organisations qui la composent.»

Louis Favreau, vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), abonde dans le même sens. Selon lui, l'institutionnalisation du Chantier de l'économie sociale fait en sorte que l'expression dénote, aux yeux de la plupart des Québécois, une catégorie d'organisations nette-

ment plus restreinte. «Quand tu dis économie sociale en France, tu dis automatiquement coopérative, mutuelle, association et fondation. Ici, tu dis Chantier et OSBL. Le gros de l'économie sociale est occulté, parce que c'est le mouvement coopératif et mutualiste qui occupe le plus de place dans l'économie sociale réelle.»

## Nouvel intitulé

Dans un mémoire rendu public, le GESQ reprend la suggestion de la Caisse d'économie solidaire de renommer la loi 27 pour l'intituler la Loi sur l'économie sociale soutenant l'entrepreneuriat coopératif, associatif et mutualiste.

«Ce titre est assez génial, estime Louis Favreau. Il énonce clairement les trois composantes: coopératif, associatif, mutualiste.» Il ajoute que ce nom rallierait les groupes communautaires, souvent mal à l'aise devant la confusion entretenue entre leur action et celle de l'économie sociale. Le mot entrepreneurier trace-rait ainsi clairement la distinction entre ces deux activités.

D'ailleurs, une autre des revendications formulées par le CQCM demande au gouvernement de préciser la définition de l'économie sociale à l'intérieur du projet de loi. Selon M. Bérubé, «il faut avoir une définition qui reflète vraiment ces entreprises, soit des entreprises qui cherchent leur viabilité et leur autonomie économique et financière à long terme. Pour nous, ce n'est pas assez bien défini jusqu'à maintenant dans le projet de loi.»

Une précision qui offrirait une fois de plus l'avantage de bien distinguer l'économie sociale de l'action communautaire. «On ne veut pas que cette loi concerne des organisations qui vivent et survivent avec le soutien continu de dons ou de subventions de l'État. Ce qui n'empêche pas les dons et les subventions de l'État pour aider ces organisations à aller plus



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement de Pauline Marois a déposé le projet de loi sur l'économie sociale le 19 mars dernier. C'est le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Sylvain Gaudreault, qui sera chargé du dossier.

loin dans leur contribution socio-économique du Québec», dit M. Bérubé.

Tant au Chantier de l'économie sociale qu'au CQCM, on se réjouit d'être désigné dans la loi comme des «interlocuteurs privilégiés du gouvernement». Mais, selon ces deux organismes, cette discussion ne devrait pas se limiter à eux.

## Présence des régions

Le CQCM souhaite recommander en commission parlementaire que «dans toutes les régions il y ait des tables de concertation pour s'assurer que l'on peut se développer en fonction des réalités et des besoins de différentes régions».

Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, rappelle que l'enjeu pour une organisation comme la sienne consiste à ne pas se substituer à ses membres: «On regroupe toutes sortes d'organisations, de mouvements sociaux et d'entreprises coopératives. Les pôles régionaux d'économie sociale font la même chose au niveau de la région. On pense que c'est im-

portant de reconnaître ces acteurs-là aussi, parce qu'il y a beaucoup de politiques, de planification et de stratégies au niveau des régions.»

Même constat devant la variété des secteurs touchés. «Dans le dossier de l'habitation, il y a des réseaux de coopératives d'habitation qui discutent avec la Société d'habitation du Québec. Ce n'est pas le Chantier qui va le faire à leur place. Les acteurs de l'économie sociale, selon leur domaine, je pense que c'est important qu'il soit reconnu par les ministères», dit-elle.

Le CQCM se réjouit que le projet de loi prévoit une table des partenaires pour conseiller le ministre. «Cela dit, cette table-là doit être le reflet de la proportionnalité de la représentation des entreprises d'économie sociale», prévient M. Bédard. Si les coopératives et les mutuelles représentent une force importante, il faut aussi qu'à cette table-là, ils soient reconnus pour mieux faire valoir leurs points de vue, leurs attentes, leurs besoins, leurs préoccupations, tout comme les

autres organisations de l'économie sociale selon la proportion qu'ils occupent.» Il précise qu'il ne se voit pas comme un rival du Chantier de l'économie sociale, «bien au contraire».

«Ce qu'on souhaite, c'est que le gouvernement encourage cette concertation, pas seulement avec le Chantier, mais avec l'ensemble des acteurs de l'économie sociale, dont le Chantier.»

## Pour des consortiums

Le CQCM aimerait que la concertation ou l'élaboration de programmes poursuivant cet objectif soient encouragées noir sur blanc dans la loi, afin que les acteurs de l'économie sociale et solidaire puissent «faire partie d'une même famille qui avance». Selon lui, cette retouche pourrait pousser toutes les entreprises collectives, quelle que soit leur nature, à cesser de travailler en silo et à éventuellement créer ensemble des consortiums. Au-delà des modifications, certains organismes proposent des ajouts. C'est le cas du GESQ, qui a rapidement suggéré d'intégrer

la question internationale dans cette loi (voir page 2).

Du côté du Chantier de l'économie sociale, Nancy Neamtan signale que la loi devrait s'inspirer de mesures implantées ou en voie de l'être à l'étranger, celles qui «facilitent ou qui font la promotion de la coopération en milieu de travail comme solution à la relève. Par exemple, les Français vont mettre dans leur loi-cadre [sur l'économie sociale et solidaire] un droit de préemption qui va permettre aux travailleurs, lorsqu'il y a une délocalisation, d'avoir un certain temps pour faire une offre d'achat de l'entreprise» et de la transformer en entreprise collective.

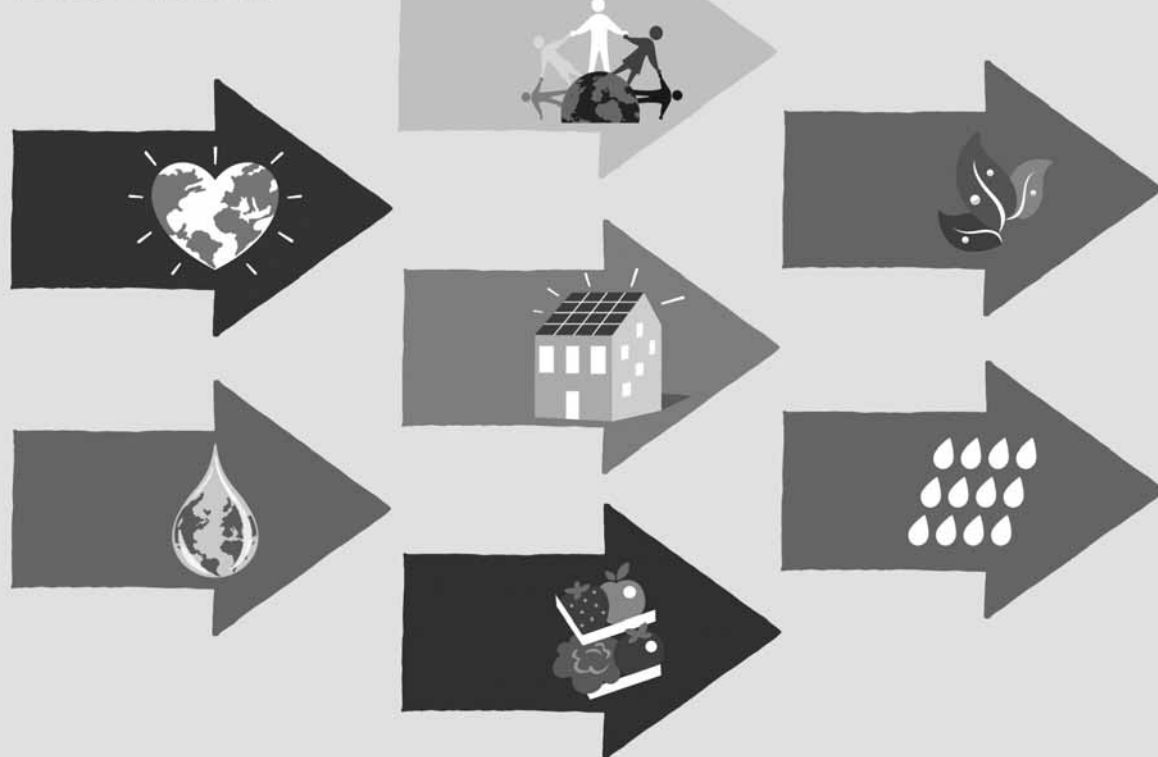
Elle rappelle que, même aux États-Unis, des mesures fiscales favorisent déjà le rachat et la reprise par ses travailleurs d'une entreprise sur le point de fermer. M<sup>me</sup> Neamtan croit que le Québec, avec son expertise éprouvée du côté des Fonds de travailleurs, serait bien placé pour adopter une telle mesure.

Collaborateur  
Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les entreprises d'économie sociale œuvrent dans divers secteurs d'activité, allant de l'agriculture à l'habitation en passant par le textile et l'alimentation.

DONNER  
DU SENS  
À L'ARGENT4<sup>e</sup> Rapport  
de développement  
durable A+FONDATION  
CSN POUR LA COOPÉRATION  
ET L'EMPLOI



## AGRICULTURE



GEORGES GOBET AGENCE FRANCE-PRESSE

Environ 70 % de la population du Sénégal vit de l'agriculture.

## COMMERCE INTERNATIONAL

## La solution passe par les exploitations familiales

Depuis des décennies, on tente par tous les moyens de porter secours aux populations des pays d'Afrique, sans grand succès. La raison de nos échecs pourrait bien être tout bonnement le fait que nos programmes d'aide et de coopération sont souvent réduits à néant par nos politiques de commerce international! C'est du moins ce qu'observe sur le terrain Nathalie McSween, candidate au doctorat en sciences sociales appliquées à l'Université du Québec en Outaouais.

CLAUDE LAFLEUR

« Nous avons des programmes de coopération et d'aide internationales qui visent à aider les agriculteurs d'Afrique à développer et à améliorer leur productivité, explique Nathalie McSween. Par exemple, on fait de la recherche sur les semences, on développe de meilleurs produits et on aide les agriculteurs africains à développer leur marché, mais d'un autre côté, on exige d'eux qu'ils appliquent les règles internationales du commerce. »

Or, le plus souvent, ces règles de libre concurrence imposent les prix les plus bas possible, l'absence de toute barrière de protection tarifaire, etc., favorisant de la sorte les économies les plus fortes. « Les mécanismes régissant les prix internationaux agricoles font en sorte que ce sont ceux qui vendent le moins cher qui déterminent souvent les prix sur les marchés, rappelle M<sup>me</sup> McSween. Or, la productivité agricole n'est pas la même partout. On produit par exemple dix tonnes de céréales par hectare au Brésil, alors qu'on n'obtient peut-être qu'une tonne par hectare en Afrique de l'Ouest. Difficile d'avoir des prix compétitifs! »

Les Africains sont incapables de concurrencer les producteurs étrangers non seulement sur les marchés internationaux, mais même sur leur propre marché. C'est ainsi que la chercheuse observe que les riziculteurs du Sénégal ne sont pas en mesure de concurrencer les produits importés de Thaïlande, par exemple.

Le cas du coton est pire encore, puisque les subventions que les Américains accordent à leurs producteurs font en sorte que les producteurs africains, qui ont pourtant les coûts de production les plus bas (avant subventions), ne

sont pas concurrentiels sur les marchés internationaux!

On se retrouve donc avec une situation pour le moins étonnante, alors que 75 % des personnes les plus pauvres du globe sont les producteurs agricoles, rapporte M<sup>me</sup> McSween. « Ce sont les paysans agricoles d'Afrique qui souffrent de sous-alimentation, ce qui est tout un paradoxe! »

Le plus ironique, peut-être, c'est qu'on ne se rend pas compte de la contradiction qu'on impose aux Africains avec, d'une part, nos programmes d'aide et, d'autre part, nos politiques de commerce. « C'est l'incohérence des politiques; on fait une chose d'un côté sans regarder de l'autre côté, dit-elle, et j'ai l'impression qu'on ne s'en rend même pas compte! »

## Étonnant parcours

Au départ, M<sup>me</sup> McSween était infirmière et œuvrait en coopération internationale. « À un moment donné, je travaillais en Suisse, alors que celui qui allait devenir mon mari travaillait pour la Croix-Rouge. Il était alors posté en ex-Yugoslavie, à Belgrade, durant la guerre du Kosovo. Pendant qu'on se parlait [au téléphone], j'entendais les bombes éclater autour de lui! », se rappelle-t-elle.

Par la suite, elle est allée travailler avec son conjoint en Albanie. Là aussi, elle a eu l'occasion d'observer l'incohérence qui marque l'aide internationale en pays défavorisés, « le free for all comme on l'observe à Haïti », laisse-t-elle filer.

« De retour au Canada, comme je ne comprenais pas grand-chose aux pays communistes ni à la coopération internationale, j'ai entrepris des études en sciences politiques, poursuit-elle. Puis, petit à petit, j'ai commencé à m'intéresser à l'économie sociale; j'ai fait une recherche en Afrique sur le

commerce équitable et j'ai observé les mouvements paysans sur place. C'est donc à partir des sciences politiques et de l'étude des mouvements sociaux que j'ai commencé à m'intéresser aux mouvements paysans. »

Sa thèse de doctorat porte justement sur la construction d'un mouvement paysan à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et la façon dont celui-ci remet en question le

modèle de développement agricole implanté depuis que les pays africains ont obtenu leur indépendance. « J'ai donc poursuivi mes recherches au Sénégal et au Ghana, comme étude de cas sur la construction du mouvement paysan, dit-elle. Je m'intéresse donc à l'agriculture et au développement durable, mais par la bande, car c'est le mouvement paysan qui m'intéresse. En effet, cela constitue une belle fenêtre pour comprendre tout le reste. »

## La solution est simple

Plus de 40 % de la population d'Afrique de l'Ouest vit de l'agriculture, observe M<sup>me</sup> McSween, soit quelque 135 millions de personnes sur 317. « Et dans certains pays, au Burkina Faso notamment, cette proportion va même jusqu'à 92%! note la

chercheuse. Au Sénégal, c'est 70 %, au Ghana, c'est plus de 50 %, et ainsi de suite. » (En comparaison, au Québec, cette proportion ne représente guère plus de 2 % de la population.)

Par conséquent, le type d'exploitations agricoles dominant dans cette région d'Afrique est la petite exploitation familiale. Or, curieusement, l'essentiel des investissements faits en agriculture vise plutôt le développement des grandes entreprises agricoles, « ce qui a plus ou moins fonctionné », constate-t-elle.

Parallèlement, depuis les années 1990, les petits producteurs agricoles s'organisent afin de prendre part aux débats publics. « Que demandent-ils? Que désormais les investissements soient dirigés vers les exploitations familiales... qui constituent 95 % des exploitations agricoles de l'Afrique de l'Ouest! Ce que nous disent les paysans est pourtant simple: "Si vous voulez soutenir l'agriculture et qu'on soit plus productif, soutenez les exploitations familiales au lieu de l'agro-industrie!" »

« C'est l'incohérence des politiques: on fait une chose d'un côté sans regarder de l'autre côté »

Collaborateur  
Le Devoir



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

Les producteurs de coton africains, comme ici en Côte d'Ivoire, ne sont pas concurrentiels sur les marchés internationaux.

UPA DI

## Compter sur les productions de proximité

« Notre conviction profonde, c'est que, si on veut assurer la sécurité alimentaire dans le monde, il faut compter sur l'agriculture locale. Malheureusement, le système économique dans lequel nous évoluons est centré sur le commerce international et non sur les circuits locaux. » Voilà le constat que dresse André Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI, l'organe voué au développement international de l'Union des producteurs agricoles du Québec.

CLAUDE LAFLEUR

André Beaudoin est formel: il est vraiment plus facile d'acheminer une tonne de blé du Québec jusqu'à Bamako, au Mali, qu'à partir de Diré, une ville pourtant située à seulement 600 km de cette dernière. La raison est simple: les routes commerciales sont souvent internationales et non locales. « Partout, on a des infrastructures qui permettent le commerce entre les grandes villes du monde, dit-il, mais dans les pays en développement, il y en a souvent peu qui permettent d'acheminer des aliments à l'intérieur même du pays. »

UPA Développement international ne se consacre pourtant pas à la confection d'infrastructures, mais tente plutôt d'organiser la mise en marché des produits agricoles de manière à ce que les petits producteurs locaux aient accès à leur marché. « Essentiellement, nous cherchons à renforcer la capacité des organisations paysannes avec lesquelles nous travaillons pour qu'elles positionnent leurs produits sur le territoire qu'elles occupent », indique M. Beaudoin.

## Réussite au Burkina Faso

Par exemple, il y a vingt ans au Burkina Faso, UPADI a soutenu la naissance d'une organisation de petits paysans qui n'avait aucune notion de mise en marché ni de commerce: « Or, aujourd'hui, cette organisation commercialise bon an mal an de deux à trois mille tonnes de céréales. »

De surcroît, la qualité de cette production correspond aux normes internationales, de sorte que ces paysans peuvent répondre aux appels de la Croix-Rouge internationale, du Programme alimentaire mondial (PAM) ou du Commissariat de la sécurité alimentaire du Burkina, aussi bien que vendre au détail dans les marchés locaux. « C'est dire qu'ils jouent à présent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire de leur pays », résume M. Beaudoin.

UPA DI assiste ainsi des organisations paysannes au Mali, au Sénégal, en Guinée-Conakry, au Burkina Faso, etc.

## Une première

C'est ainsi que le travail accompli sur le terrain par cet organisme a attiré l'attention de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), si bien que, l'automne dernier, il a signé un mémorandum avec elle. « Une première pour la FAO! », dit-il fièrement.

Ce mémorandum comporte deux volets. D'une part, la FAO et l'UPA proclament l'une et l'autre qu'elles partagent les mêmes valeurs, à savoir le soutien de l'agriculture familiale partout dans le monde. D'autre part, elles s'entendent pour travailler conjointement sur des projets concrets.

« Le mémorandum reconnaît que pour faire émerger l'agriculture familiale, il faut disposer d'organisations agricoles qui jouent le rôle de consolidation, qui offrent des services aux pro-

ducteurs, aussi bien au niveau de la mise en marché que des services-conseils, précise M. Beaudoin. Et la FAO reconnaît en cela notre expertise. »

Il constate aussi que « maintenant, lorsque nous nous présentons aux côtés de la FAO pour discuter avec un gouvernement, on a une tout autre écoute! C'est quelque chose de fort intéressant et de fort stimulant. »

## De multiples obstacles

Le secrétaire général d'UPADI ajoute que l'assistance qu'apporte son organisme aux pays en développement se bute à plusieurs obstacles. Il y a d'abord le fait que le secteur agricole des pays en développement est souvent très peu développé, alors même que les politiques commerciales ne favorisent nullement l'émergence d'une agriculture locale.

En fait, déplore-t-il, les efforts des 25 dernières années ont plutôt porté sur le développement de l'agriculture d'exportation, notamment pour la production d'ananas, de bananes, de pois mange-tout, etc. « Quant à s'assurer que les locaux puissent manger trois fois par jour des produits de leur pays, il y a eu très peu d'effort, lance M. Beaudoin. C'est dire que l'organisation du commerce est un problème réel. »

En outre, il dénonce le fait que les pays industrialisés subventionnent allégrement leur agriculture. « Les pays riches financent leurs agriculteurs quelque 360 à 370 milliards par année, dit-il, alors que les efforts pour soutenir l'agriculture des pays en développement avoisinent les 20-25 milliards. On ne parle vraiment pas de la même chose! Or, cela empêche l'agriculture locale d'émerger. »

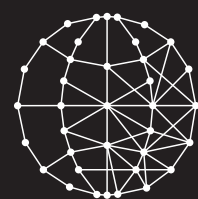
M. Beaudoin n'en est pas moins optimiste... modérément. « Je pense que nous observons une légère amélioration de la situation, dit-il, puisqu'il y a eu une prise de conscience depuis la crise de 2008. »

Cette année-là, des spéculateurs ont fait gonfler le prix des denrées de base, créant une grave crise alimentaire dans les pays en développement. André Beaudoin constate que ces derniers « ont [enfin] réalisé que ce n'est pas le commerce qui leur permettra de nourrir leur population, mais plutôt leur agriculture locale qui assurera la sécurité alimentaire de leur population. »

Notamment, le gouvernement du Niger a pris conscience qu'il ne peut se fier au commerce pour régler son problème structurel d'alimentation et vient par conséquent de lancer l'initiative des trois « N » — les Nigériens nourrissent les Nigériens —, que soutiennent justement la FAO et l'UPA.

« Il y a donc une volonté de faire les efforts nécessaires pour structurer l'agriculture locale, déclare avec satisfaction André Beaudoin. C'est un phénomène récent et on sent que ça fait bouger les choses... Et ça consolide justement ce que nous faisons! »

Collaborateur  
Le Devoir



QUÉBEC 2014 SOMMET INTERNATIONAL DES COOPÉRATIVES

6 AU 9 OCTOBRE

L'ÉTONNANT POUVOIR DES COOPÉRATIVES

www.sommetinter.coop

Un rendez-vous incontournable pour discuter des solutions aux enjeux reliés notamment à la sécurité alimentaire dans une perspective de développement durable.

HÔTES



Desjardins



## AGRICULTURE



DOMINIQUE FAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Espagne est rongée par un taux de chômage touchant le quart de sa population active, mais les coopératives espagnoles créent des emplois par milliers.

VERS UN SOMMET INTERNATIONAL DES COOPÉRATIVES EN 2014

## La coopération pour nourrir l'humanité

Si l'humanité veut nourrir convenablement tout son monde au cours des prochaines décennies, dans une perspective de sécurité alimentaire mondiale, elle devra nécessairement s'appuyer sur le savoir-faire et la philosophie des entreprises coopératives, croit Stéphane Bertrand, directeur exécutif du Sommet international des coopératives.

BENOIT ROSE

« Il y a des choses que les gens n'acceptent plus, comme la spéculation à outrance et les mises à pied massives », observe Stéphane Bertrand, directeur exécutif du premier Sommet international des coopératives de 2012 et du prochain, en préparation pour 2014. En effet, les indignés se font nombreux sur cette planète mondialisée, dont la grisaille politico-économique ne cesse de faire des exclus et des malheureux. Mesures d'austérité, crise de l'emploi, éthique douteuse en hauts lieux et inquiétudes environnementales forment un cocktail de plus en plus imbuvable. « Les gens cherchent un nouveau modèle de développement économique durable, et ce modèle existe : c'est le modèle coopératif. »

La conjoncture est excellente pour ce modèle, affirme-t-il. « Pendant la crise financière et économique de 2008 à 2009, ce sont les entreprises coopératives

qui ont le plus fait preuve de résilience. D'ailleurs, aucune coopérative financière dans le monde n'a reçu d'argent des gouvernements pour être sauvée, et aucune n'a fait faillite. »

Le cas de l'Espagne illustre très bien cette résilience : alors que le pays est rongé par un taux de chômage atteignant désormais 27 %, voire 57 % chez les jeunes de moins de 25 ans, les coopératives espagnoles créent des emplois par milliers (8000 au cours du premier semestre de 2012). On comprend donc sans peine pourquoi le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale incite les jeunes à créer leur propre entreprise sociale ou coopérative.

Pourquoi ces entreprises tiennent-elles si bien leur épingle du jeu ? « Elles ont une vision à long terme, rappelle M. Bertrand. Dans leur essence même, dans leur philosophie, les coopératives croient au développement durable. Elles ont intégré cette notion-là depuis longtemps. Elles

ont été inventées pour répondre aux besoins des individus dans les communautés locales et sont ancrées dans leur milieu. » On constate que les coopératives et les mutuelles sont très présentes dans des secteurs d'activités liés aux besoins fondamentaux et à l'économie réelle comme l'agriculture, l'alimentation et l'électricité. Mais elles se veulent aussi des écoles de solidarité et d'entrepreneuriat. « Les coopératives ont été capables de mettre le capital humain devant le capital financier », résume M. Bertrand.

Un atout

Le premier Sommet international des coopératives, tenu à Québec à l'automne 2012 à l'initiative du Mouvement Desjardins et de l'Alliance coopérative internationale (ACI), se voulait l'occasion de démontrer l'envergure et la pertinence du mouvement coopératif dans le monde. Plus de 2800 représentants en provenance de 91 pays sont venus partager leurs réflexions sur les enjeux actuels du modèle coopératif, et une déclaration officielle du sommet a été remise aux Nations unies en novembre dernier. « C'est une aventure qui a connu un succès foudroyant, bien au-delà de nos espérances,

de dire M. Bertrand. On est en train de créer quelque chose de très fort. »

Après avoir ainsi mis la table en favorisant l'intercoopération et une meilleure reconnaissance du mouvement, M. Bertrand annonce que l'objectif au cœur du prochain sommet sera de « démontrer comment les coopératives peuvent jouer un rôle accru face aux défis que l'humanité doit relever, comme celui de la sécurité alimentaire. Les coopératives jouent présentement des rôles clés dans beaucoup de pays au niveau de toute la chaîne agroalimentaire, et on ne sera pas capables de remplir la commande de la sécurité alimentaire sans passer par elles. Nous voulons exposer ce qui se fait de mieux dans le monde sur toute la chaîne, pour essayer de donner aux participants des outils afin que les meilleures façons de faire s'implantent partout sur la planète. »

L'équipe du Sommet fait à nouveau appel à quelques firmes et instituts de recherche pour obtenir et partager des études éclairantes sur le mouvement. « Nous aurons aussi des discussions plus spécialisées, par exemple sur le thème de l'acquisition des terres, promet le directeur exécutif. En ce mo-

ment, il y a de grands fonds souverains qui achètent des terres pour ensuite les spécialiser, par exemple dans la production de l'huile de palme. Mais l'huile de palme, ça ne nourrit pas grand monde. Et la monoculture draine les éléments de la terre et l'épuise, en plus de faire un usage intensif des pesticides. Les coopératives, elles, cherchent plutôt à acquérir des terres à perpétuité et à assurer le maintien d'une diversité alimentaire, par la rotation et la polyculture, qui ont de grands bienfaits pour les sols. Aucune coopérative ne va détruire le milieu où elle est implantée. »

Sécuriser l'accès à l'eau

Dans un document de mars 2012 intitulé *L'eau et la sécurité alimentaire*, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) suggère que pour arriver à nourrir tout le monde, il s'agit en premier lieu de sécuriser l'accès à l'eau de bonne qualité et en quantité suffisante. Il faudrait ensuite produire plus avec moins d'eau, réduire les pertes et le gaspillage de nourriture et adopter des régimes alimentaires durables ayant des impacts moindres sur l'environnement.

Celui qui a assuré la direction du Congrès mondial de l'énergie 2010 est aussi d'avis qu'il faut se doter une vision globale qui tienne compte de la terre, de l'eau, mais aussi de l'énergie. « C'est un tout, et nous aurons des ateliers spécialisés sur ces différents volets », et ce, lors du prochain Sommet, dont la programmation sera dévoilée en juin.

Stéphane Bertrand se réjouit de voir que dans de nombreux pays, les gouvernements mettent en place des programmes et opèrent des modifications dans les législations pour favoriser l'essor des coopératives. Leur nombre est d'ailleurs en progression. Même à Cuba, dit-il, où les entreprises d'État sont en pleine mutation, le régime se montre enclin à emprunter notamment la voie coopérative pour son ouverture économique. « Les populations recherchent un meilleur équilibre. Sans dire que les coopératives sont la solution à tous les problèmes, je pense qu'en leur accordant une place accrue, tous secteurs confondus, on peut parvenir à cet équilibre. »

Collaborateur  
Le Devoir

## MONDIALISATION ET SOLIDARITÉ



**ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ**  
PISTES DE SORTIE DE CRISE

Louis Favreau et Ernesto Molina

Collection Initiatives

Ce livre se veut une contribution pour une meilleure connaissance des enjeux actuels du Québec et de la planète, une proposition sur les visées stratégiques de renouvellement de notre « modèle » de développement. Bref une réflexion sociale, scientifique et critique liée à l'avancement d'une mondialisation équitable.

170 pages | 978-2-7605-3230-4 18\$ 12\$ PDF EPUB



MOUVEMENTS SOCIAUX,  
DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT

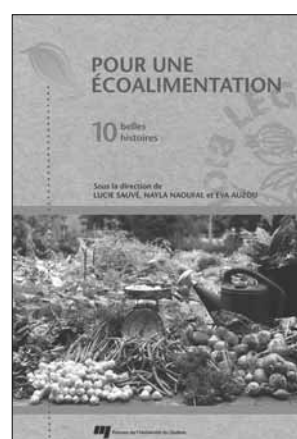
**LES DÉFIS D'UNE  
MONDIALISATION SOLIDAIRE**

Louis Favreau, Lucie Fréchette  
et René Lachapelle

Collection Initiatives

Même si la mondialisation néolibérale représente une tendance forte et durable, la conjoncture internationale a notamment favorisé l'émergence de mouvements citoyens internationaux. Les auteurs dégagent les principales lignes de force de ces mouvements engagés.

172 pages | 978-2-7605-2559-7 18\$ 12\$ PDF EPUB



**POUR UNE ÉCOALIMENTATION**  
DIX BELLES HISTOIRES

Lucie Sauvé, Nayla Naoufal et Eva Auzou

Les auteurs mettent en évidence la dimension éducative de dix initiatives québécoises d'écoalimentation, célébrant la créativité et le courage de ces artisans qui contribuent à réinventer le rapport au monde du jardin à l'assiette.

232 pages | 978-2-7605-3703-3 25\$ 18\$ PDF EPUB



**LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
DE L'ÉCONOMIE**

LA CONTRIBUTION DES COOPÉRATIVES  
ET DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Louis Favreau et Mario Hébert

Collection Initiatives

De plus en plus de mouvements prennent acte de l'urgence écologique au Québec et ailleurs dans le monde; l'économie peut être au service de la société. Les auteurs présentent des analyses, mais également des propositions de conversion écologique de l'économie.

160 pages | 978-2-7605-3545-9 18\$ 13\$ PDF EPUB





## AGRICULTURE

ENTREVUE AVEC MICHEL GRIFFON

# Pour une agriculture écologiquement intensive

Pourra-t-on longtemps utiliser cinq kilos de céréales et d'oléagineux pour produire un seul kilo de viande ?

L'agriculture écologique est un type de production qui exige patience, intelligence et connaissances. Mais les efforts qu'on mettra à la réaliser permettront de nourrir la planète tout en la gardant en bon état. Michel Griffon dénonce les ravages opérés par l'agriculture productiviste et propose, donc, une solution de rechange : l'agriculture écologiquement intensive.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Dans son livre intitulé *Nourrir la planète. Pour une révolution doublement verte* (Paris, Odile Jacob, 2006), Michel Griffon, économiste, agronome et directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche (ANR), en France, prône une transition de l'agriculture productiviste à l'agriculture écologiquement intensive. Une production moins coûteuse, moins polluante, consommatrice de moins de carburant, tout en ne rognant pas les rendements.

## En quoi l'agriculture productiviste a-t-elle failli ?

Je ne dirais pas qu'elle a failli, mais plutôt qu'elle a atteint ses limites. En termes de rendement, elle a atteint un plafonnement. Ensuite, elle s'avère très coûteuse, en intrants, en énergie, notamment le pétrole, et on sait que ça va encore augmenter dans les prochaines années, notamment en engrais et en produits phytosanitaires. Enfin, d'un point de vue environnemental, la pollution en nitrates est devenue importante. Elle contribue également à l'effet de serre parce qu'elle dépense beaucoup de carburants et parce qu'elle est basée sur le labour en profondeur, qui favorise les émissions de dioxyde de carbone et de méthane...

## C'est donc une agriculture d'une autre époque ?

Elle est encore de notre époque ! Elle s'est constituée progressivement après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où l'énergie n'était pas chère et où nous ne connaissions pas les phénomènes de pollution. Elle est allée de plus en plus vers la monoculture, en limitant le nombre de variétés sur un même sol, ce qui a eu pour conséquence directe la réduction de la biodiversité. Quant à l'élevage, qui se fait à partir de grain, il est très coûteux en sol. Pensez qu'il

faut cinq kilos de céréales et d'oléagineux pour produire un kilo de viande ! D'où l'utilisation de plus en plus grande de l'espace forestier, en particulier l'Amazonie. Sans compter que les ruminants sont des animaux dont les émissions de gaz à effet de serre sont importantes... Voilà juste quelques-unes des limites de cette agriculture...

## Quelles sont les solutions de rechange à cette agriculture productiviste ?

Elles sont de plusieurs sortes. Vous avez par exemple l'agriculture raisonnée, qui consiste à réduire les doses d'engrais et de produits phytosanitaires sans trop réduire les rendements et en maintenant les revenus, en les augmentant même, puisqu'il y a un certain gaspillage au niveau de l'agriculture productiviste. Le problème, c'est qu'elle réduit la production. Elle ne répond donc pas aux besoins croissants en matière d'alimentation à l'échelle mondiale. À l'autre bout du spectre, vous avez l'agriculture biologique, qui répond à des cahiers des charges précis conçus en réaction à l'agriculture intensive. Zéro engrais et zéro produit phytosanitaire. Ça rassure les consommateurs, mais, même s'il y a eu des améliorations technologiques ces dernières années, ça réduit de manière marquée les rendements.

## Comment peut-on améliorer ces rendements ?

En utilisant mieux les fonctionnalités des écosystèmes. Il faut exploiter les processus biologiques et écologiques à des fins productives. Par exemple, en utilisant des insectes auxiliaires qui vont être des prédateurs de ravageurs et se substituer aux insecticides. Le maïs, dans le sud-ouest de la France, est attaqué par un papillon, la pyrale. Les chenilles de ce papillon sont attaquées par des miniguêpes, qui les tuent et qui limitent ainsi l'emploi de pesticides. Quand c'est bien mené, ça a

une efficacité équivalente, d'où des rendements relativement équivalents.

## C'est donc également le principe de l'agriculture écologiquement intensive que vous défendez...

Il s'agit d'une intensification qui ne se fait pas à partir d'intrants chimiques, mais de processus écologiques et biologiques. À la différence de l'agriculture biologique, on ne renonce pas complètement aux produits chimiques et aux antibiotiques dans l'élevage, mais on les utilise de manière subsidiaire, quand c'est nécessaire et que l'on n'a pas de solution de rechange naturelle. Ça passe par exemple par le fait de renoncer au labour parce que celui-ci est onéreux, qu'il émet des gaz à effet de serre et qu'il détruit la vie des sols, donc leur fertilité organique. Mais on ne peut pas y renoncer du jour au lendemain. Il faut commencer par apprendre à tuer les mauvaises herbes autrement que par le labour...

## C'est une remise en cause de toutes les pratiques conventionnelles...

Chaque geste posé doit être réfléchi. Le producteur doit toujours se demander s'il n'y a pas une solution biologique. Ça demande de la patience, de l'intelligence et des connaissances. C'est beaucoup plus facile de sortir un pulvérisateur quand on rencontre un insecte ravageur !

## Est-ce que les agriculteurs commencent à faire cet effort ?

Ça ne va pas se faire du jour au lendemain. En France, 20% des agriculteurs ont amorcé la transition, c'est-à-dire qu'ils ont adopté au moins une solution écologique. Si je prends le cas de la miniguêpe pour lutter contre la pyrale dans les champs de maïs, ils sont 60% à utiliser cette technique. Ils sont également de plus en plus nombreux à éviter le labour en profondeur et à opter pour un labour superficiel. C'est un premier pas. Sur le plan mondial, il y a de nombreux pays où la transition n'a pas démarré. Mais le Brésil, par exemple, est un très bon élève. Quant à l'Amérique du Nord, le non-labour est une tradition aussi bien aux États-Unis que dans les



En France, 20% des agriculteurs ont amorcé la transition de l'agriculture productiviste vers une agriculture écologiquement intensive. MYCHELE DANIAU AGENCE FRANCE-PRESSE

grandes plaines céréalières du Canada.

## Comment l'agriculture écologique peut-elle nourrir les 9 milliards de personnes censées peupler la terre d'ici 2050 ?

Sous nos latitudes, il y a au départ une perte de rendement, qui se stabilise par la suite. Sous les tropiques humides, il y a même un accrois-

sement des rendements tant les écosystèmes sont propices. Il n'y a que dans les régions plus sèches que ce type d'agriculture souffrirait d'un manque d'efficacité. Nous avons fait des calculs et, oui, nous pouvons affirmer que nous pourrions nourrir la planète avec l'agriculture écologiquement intensive, tout en préservant des forêts. Mais c'est certain que le suc-

cès serait encore plus assuré si les Occidentaux changeaient leurs habitudes alimentaires, notamment en réduisant la quantité de viande qu'ils consomment... ce qui aurait aussi des répercussions favorables sur leur état de santé par ailleurs.

Collaboratrice  
Le Devoir

## Il faut faire aujourd'hui ce que tout le monde fera demain

- Cocteau

JFL Consultants est l'entreprise qui vous accompagne dans vos démarches d'évaluation, de recherche et de planification stratégique.

L'évaluation de projets et de programmes favorise la résilience des organisations.

JFL Consultants

Recherche · Évaluation · Formation

www.jflconsultants.ca · info@jflconsultants.ca · 514.570.6409

## NOTRE VISION de l'agriculture de demain, c'est :

### Produire Plus

- Plus de monde à nourrir
- Plus de produits de chez nous sur nos tablettes d'épicerie
- Plus de jeunes en agriculture

### Produire Meilleur

- Des aliments sains et de qualité
- Un système de traçabilité efficace
- Des produits bien identifiés

### Produire Mieux

- Préserver notre territoire agricole
- Protéger nos ressources
- Transférer le patrimoine agricole aux générations futures
- Respecter l'environnement



UPA L'Union des producteurs agricoles



## AGRICULTURE

ENTREVUE AVEC GÉRALD LAROSE

# Il faut opposer à l'économie néolibérale un modèle venu de la solidarité

Pour les ardents défenseurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), il ne fait pas de doute que le temps est venu de mettre un frein à un système économique qui encourage une surconsommation effrénée, laquelle contribue largement au déséquilibre social, conduit à l'impasse économique et met la planète en péril. Le modèle actuel ne tient plus la route et il convient de trouver la façon et les moyens de le remplacer. Entretien avec Gérard Larose, ex-chef syndicaliste notoire et militant convaincu de l'économie sociale.

RÉGINALD HARVEY

Pour celui qui a dirigé la destinée de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pendant 16 ans (1983 à 1999) avant de devenir professeur invité à l'École de travail social de l'UQAM, cela ne fait aucun doute: le modèle économique actuel doit être revu et la mondialisation doit se faire autrement.

«Il faut bien se rendre compte qu'aujourd'hui, c'est la cupidité qui impose le rythme et c'est la corruption qui balise la gouvernance. De surcroît, il existe des paradis fiscaux pour recevoir les gens qui cherchent à échapper à toutes leurs responsabilités sociales. On vit dans un régime économique productiviste et consumériste qui n'a rien à voir avec les besoins réels des personnes», affirme celui qui préside la Caisse d'économie solidaire en plus d'être l'un des membres de la direction du Forum international des dirigeants de l'ESS.

«Les politiques néolibérales dépouillent les territoires et les nations de leurs capacités de répondre à leurs besoins et de prendre les décisions qu'elles souhaitent, poursuit-il. On va reconnaître que, socialement, la montée en puissance de tous les intégrismes, en présence du

«On vit dans un régime économique productiviste et consumériste qui n'a rien à voir avec les besoins réels des personnes»

phénomène corollaire du terrorisme, déstabilise de plus en plus des régions entières. Politiquement parlant, on doit admettre que les États nationaux ont été petit à petit réduits à l'impuissance par les politiques néolibérales au cours des 30 dernières années.»

Le portrait n'est pas plus rose sur le sort qui attend la planète. «Il y a sur le plan écologique ou climatique une conjonction de phénomènes qui sont susceptibles de mettre en péril la vie elle-même. Je ne suis pas catastrophiste de nature, mais on doit bien se rendre compte que les océans s'acidifient, que les forêts se dégradent, qu'il existe une diminution importante des terres cultivables, que l'eau potable est inaccessible à 1,8 milliard de personnes, que les mal nourris sont au nombre de 1,8 milliard et que les inondations ont fait 300 millions de déplacés», affirme-t-il.

Gérald Larose parle carrément d'une crise de civilisation. Ainsi, «l'heure du réveil a sonné: si on ne veut pas foncer dans le mur, on doit changer effectivement de cap».

## Économie imprévisible

«Le volet déterminant de toute cette réflexion est le suivant: est-ce que l'économie, dans ses pratiques actuelles, est à la remorque du volet démocratique ou de l'actionnariat? Présentement, ce ne sont pas les éléments les plus stables de l'entreprise qui prennent les décisions, soit les gens qui sont aux opérations ou à la production, mais l'élément le plus volatil, c'est-à-dire les actionnaires. On est donc assis sur une économie qui est totalement imprévisible et qui peut se dérégler à n'importe quel moment, ce qui est en effet le cas: les cycles se multiplient, ils sont imprévisibles, et surtout, leur cadence s'est beaucoup accélérée.»

Que faire pour sortir de cette impasse? Selon Gérard Larose, cela passe par trois champs d'action. D'une part, il faut favoriser le renforcement

systematique de la société civile dans la conduite des affaires économiques. «Cette économie-là est conduite par les communautés, par les groupes, et elle est démocratique et solidaire. C'est une économie qui est régionale ou locale et qui est pilotée par des collectivités.»

D'autre part, il faut redonner à l'État ses responsabilités en matière de régulation. «On l'a systématiquement discrédité, à tort, sous prétexte que l'économie appartient au secteur privé. Au contraire, il incombe à l'État de veiller au bien commun et, en ce sens, il a voix au chapitre.»

Enfin, il faut agir au niveau international. «On doit, sur le plan international, muscler les organisations de cet ordre dans leurs responsabilités de concertation et de convention de manière à recréer la régulation et la réglementation à cet échelon. C'est difficile à réaliser, mais on n'a pas le choix.»

À cet égard, la lutte contre les paradis fiscaux lui apparaît comme une priorité.

## L'odieux de la gouvernance

Gérald Larose considère que le bilan est mitigé au chapitre du traitement réservé à l'économie sociale et solidaire par les différents paliers de gouvernement. «Il est vrai qu'ici au Québec, mais aussi dans un certain nombre de pays, particulièrement en France, dans 11 pays de l'Amérique latine et dans certains États africains, se manifeste une plus grande ouverture par rapport à cette économie en matière de reconnaissance et de mise à contribution.»

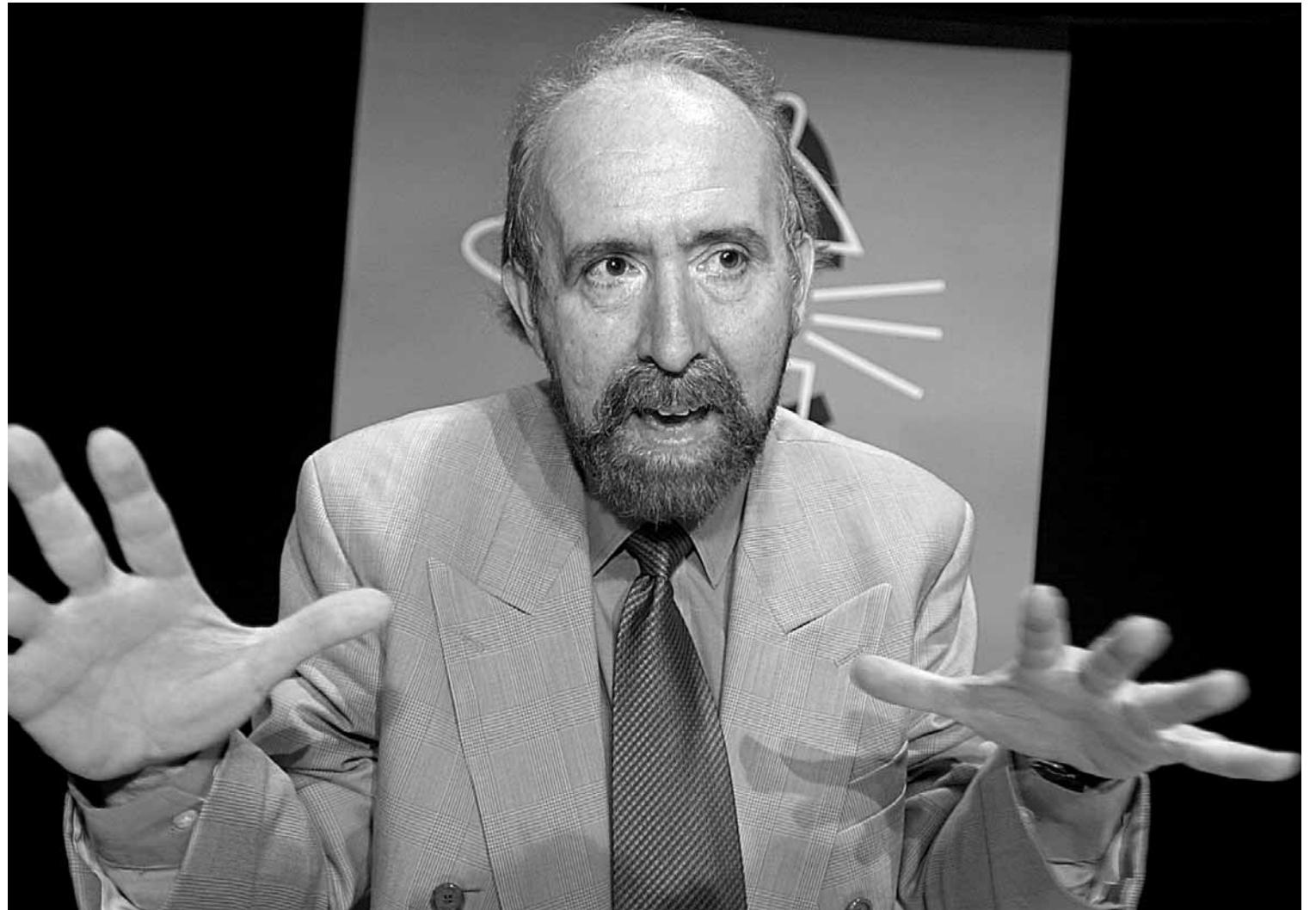
Il existe toutefois une lacune à combler. «L'ESS occupe certes un espace important dans nos sociétés, mais sa notoriété est bien supérieure à l'espace qu'elle occupe sur le plan économique. Surtout, elle n'est pas suffisamment mise à contribution pour le développement et, en ce sens, elle n'est pas traitée à sa juste valeur, ce qui est vrai tant sur la scène nationale qu'internationale.»

Il s'en prend avec virulence au mauvais sort réservé à la société civile au cours des dernières années; un tel comportement a mis des bâtons dans les roues à l'émergence d'une autre économie: «On sort à peine de cycles politiques qui ont systématiquement saccagé les lieux du dialogue social. Le gouvernement Charest a sorti du trafic cette société, notamment lorsqu'il a "scrapé" les conseils régionaux de développement pour les remplacer par les conférences régionales des élus.»

Il va plus loin: «On récolte aujourd'hui les fruits du sacage de l'institution politique. Voyez toute la magouille dans les partis et le discrédit qu'elle a jeté sur toute la chose politique. La contribution à l'affaiblissement de l'État et tout cela mis ensemble favorisent une économie qui est contrôlée par de moins en moins de personnes, par ceux qui en empêchent de plus en plus, qui se livrent à toutes les magouilles par cupidité.»

Il y a péril en la demeure, juge M. Larose, et des travaux majeurs s'imposent: «On a un gros travail de reconstruction de la démocratie institutionnelle à accomplir pour permettre à la société civile, à travers l'économie sociale et solidaire, de rayonner de tous ses feux.»

Collaborateur  
Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gérald Larose est l'un des membres de la direction du Forum international des dirigeants de l'ESS.



## L'ÉCONOMIE SOCIALE : UN MODÈLE DE SOLIDARITÉ DURABLE

Les 23 et 24 mai prochains, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) tiendra, à Shawinigan, son université d'été 2013, qui portera sur l'agriculture et le développement durable.

C'est le 7<sup>e</sup> rendez-vous de cette université au service de l'économie sociale et solidaire, qui propose un lieu d'analyse, d'exploration et d'échanges en vue de promouvoir ce nouveau modèle de développement économique.

L'économie sociale et solidaire joue un rôle crucial et souvent irremplaçable dans notre société. Ancrée dans la collectivité, elle a d'abord une incidence sociale avant d'offrir un rendement économique. C'est ce qui fait sa force et sa durabilité.

Pour cette raison même, elle mérite le soutien de l'État. Afin de tenir compte des besoins propres à ce modèle et de favoriser son essor dans tous les domaines, y compris la transformation alimentaire, une vice-présidence à l'économie sociale sera créée au sein de la Banque de développement économique du Québec, qui sera bientôt mise sur pied.

L'économie sociale s'inscrit dans les orientations fondamentales de notre gouvernement: intégrité, prospérité, solidarité et identité.

C'est un modèle riche et inspirant. Il mérite tout notre soutien.

Éline Zakaïb

La ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec,

UN  
QUÉBEC  
POUR TOUS

Québec



HAÏTI

# Labrousse, un exemple de développement signé FODES-5

À Haïti, de petits miracles ont lieu tous les jours, même s'il est parfois difficile de les apercevoir. Les organismes qui œuvrent dans le développement économique et social y sont pour quelque chose, et parmi eux, FODES-5 est un grand faiseur de miracles.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Lors de sa création, en 1998, l'organisme FODES-5 (Fondation pour le développement économique et social) s'est donné pour mission d'aider les populations locales à développer des stratégies économiques et des services sociaux de base visant à améliorer leur qualité de vie. Quinze ans plus tard, on peut voir le fruit de plusieurs années d'efforts soutenus de la part d'une communauté unie.

Alfred Étienne est le coordonnateur général de la FODES-5 et François Merisma, son président du conseil d'administration. Ce dernier est aussi directeur de la programmation. Tous deux ont bien voulu répondre à nos questions pour mieux connaître les actions de la FODES-5. «*FODES-5, c'est d'abord une initiative communautaire pour répondre à un besoin*», lance d'emblée Alfred Étienne, qui faisait partie de la première génération à quitter la zone pour étudier à l'étranger.

Aujourd'hui, il revient monter une structure visant à améliorer les conditions de vie des habitants de cette zone. Cette zone dont parle M. Étienne est une région enclavée et assez isolée qui se situe entre Jacmel et Les Cayes et dont le plus important village est Labrousse.

### Secteurs d'intervention

Au départ, on a vite ciblé quatre secteurs d'intervention, là où les besoins étaient les plus criants: l'agriculture, la santé, l'éducation et les ressources naturelles: «*Nous avons vite compris que le processus de développement ne peut être vertical, mais qu'il doit être de préférence horizontal. C'est pourquoi nous avons travaillé directement sur le terrain avec les paysans. Pendant les cinq premières années d'existence de la fondation, nous avons mis sur pied l'organisation de base en créant des structures organisationnelles communautaires, démocratiques et décentralisées pour pouvoir répondre aux besoins*», explique M. Étienne.

Aujourd'hui, FODES-5 compte plus de 7000 membres. Ces premières années ont aussi été mises à profit pour cerner les ressources naturelles et humaines présentes dans la zone. Après cette phase consacrée à des études de terrain, «*nous avons attiré l'attention de l'ACDI [Agence canadienne de développement international] et du MRI [ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur du gouvernement du Québec] qui ont commencé à financer des projets porteurs de changements dans notre région*», ajoute Alfred Étienne.

### Créer des revenus

Comme on le voit, aux yeux de la FODES-5, l'agriculture apparaît comme l'un des secteurs importants de l'économie locale. «*L'agriculture est considérée comme un des éléments de l'ensemble des activités génératrices de revenus*, affirme François Merisma. *Notre mission est d'amener les gens à réfléchir et à les accompagner afin de créer des conditions favorables à la création de richesse à partir des ressources naturelles et humaines. C'est un processus long et qui demande de l'énergie.*»

Depuis plusieurs années, Haïti subit un grave déclin environnemental, la production agricole a largement baissé dans la région. Depuis 2009, nous travaillons sur cet aspect. C'est long et difficile, mais nous sommes sur la bonne voie. Les façons de faire de la population et les us et coutumes des producteurs agricoles commencent à changer», nous explique François Merisma. On a mis sur pied un système de distribution de la

nourriture, et parfois, on arrive même à vendre des surplus sur les marchés locaux.

Au niveau des services de santé depuis 2007, la FODES-5 a travaillé avec l'ACDI et la CSI (Collaboration santé internationale) pour construire un centre de santé. «*Dans la région, on rencontre des maladies comme l'hypertension artérielle, des maladies de la peau et des problèmes d'infestations parasitaires et de malnutrition chez les enfants*», raconte M. Merisma.

### L'école pour tous

L'un des secteurs où la fondation est la plus active et très présente sur le terrain est celui de l'éducation. «*Ici, en matière d'éducation, notre mission n'est pas seulement de construire des écoles, mais, de manière beaucoup plus globale, de contribuer à assurer la disponibilité d'une éducation de qualité aux enfants de la région. C'est-à-dire fournir aux enfants les compétences nécessaires pour devenir des citoyens engagés et utiles au processus de développement de leur famille, de leur communauté et de leur pays en général*», explique M. Merisma.

Dans la région, depuis 2003, on obtient un ratio de fréquentation des écoles de plus de 90% parmi les enfants en âge d'aller à l'école. C'est pourquoi aujourd'hui la FODES-5 oriente ses efforts vers l'amélioration des services afin d'offrir une éducation de meilleure qualité.

En 2010, la FODES-5 a lancé un programme de formation professionnelle pour les jeunes de 15 à 25 ans peu ou pas alphabétisés. «*C'est le programme qui me rend le plus fier de participer à l'organisation FODES*», nous dit, ému, M. Merisma.

Cette formation consiste en des stages pratiques de 14 mois où les jeunes apprennent auprès de maîtres-artisans expérimentés. Des animateurs sont quant à eux chargés du volet théorique. On offre aussi un cours d'entrepreneuriat qui est basé sur la citoyenneté et le savoir-faire et où on apprend à gérer une entreprise. François Merisma ajoute qu'«*on a pu négocier avec une coopérative pour octroyer les crédits nécessaires pour démarrer leur entreprise*». Ces stages sont offerts dans plusieurs secteurs, dont le travail du fer et du bois, l'agroforesterie, l'apiculture et la mécanique automobile.

### Engagement communautaire

En 1998, lors de la fondation de FODES-5, le petit village de Labrousse était complètement désolé et laissé à lui-même. Il existait une école, mais avec une toiture de chaume et un sol de terre battue, il n'y avait pas de sanitaires, pas de centre de santé, pas d'eau potable et tout l'environnement était dégradé. «*C'est depuis 2003, depuis le financement de l'ACDI pour la construction d'un complexe scolaire que le visage de Labrousse a commencé à changer. Aujourd'hui, c'est toute la région qui profite des activités de FODES-5*», nous dit M. Étienne.

Tout n'est cependant pas parfait, même si un changement significatif est en branle dans la région. Pour conclure, Alfred Étienne souligne que «*même si on est encore loin du compte, on peut être fier des progrès qu'on a réalisés au chapitre de l'éducation. Un secteur où on doit investir encore beaucoup d'énergie est celui des activités génératrices de revenus, où on doit amener les gens à produire suffisamment de revenus pour que les gens puissent combler leurs besoins fondamentaux*».

Collaboratrice  
Le Devoir



THONY BELIZAIRE AGENCE FRANCE-PRESSE

Haïti a subi ces dernières années un grave déclin environnemental et la production agricole a largement baissé.

## Misons sur un développement économique...

**SOCIAL**  
**DURABLE**  
**SOLIDAIRE**  
**ÉQUITABLE**

Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123

www.csn.qc.ca



JAIME RAZURI AGENCE FRANCE-PRESSE

L'éducation est l'un des champs d'intervention de la FODES-5, une organisation haïtienne privée philanthropique, laïque et apolitique.

**Groupe d'Économie Solidaire du Québec** *Transformer l'agroalimentaire pour nourrir la planète*

Solidarité internationale et entreprises collectives : Le défi des coopératives, des mutuelles et des associations dans la prochaine décennie

Université d'été du GESQ, Shawinigan, 23 et 24 mai 2013  
Plus d'informations sur notre site : <http://www.gesq.org>